

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner - Allée C  
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 3 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OI FRANCE SAS**  
2 rue Abbé Delorme  
42340 Veauche

Références : UID4243-EAR-23-266  
Code AIOT : 0006103523

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au passage en "alerte sécheresse" du secteur géographique dans lequel est implanté l'entreprise.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche
- Code AIOT : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site OI FRANCE, site de Veauche est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 13 mars 2015.

Prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an d'eau , le site doit respecter l'arrêté cadre sécheresse de la Loire du 18/04/2023 et de l'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse du 30 juin 2023.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les prélèvements d'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 2	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.2.2	/	Sans objet
4	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.1	/	Sans objet
5	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 21	/	Sans objet
6	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.2	/	Sans objet
7	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	/	Sans objet
8	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 13/03/2015, article 5.3.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a constitué un plan de sobriété hydrique (PSH). Ce document, qui permet de démontrer qu'une réflexion sur l'utilisation de l'eau est menée sur le site, doit continuer à évoluer pour aller plus loin dans cette démarche éco-responsable .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse Loire et AM du 30 juin 2023
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AP Cadre Sécheresse du 18 avril 2023: Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none"><li>- moins 25 % en alerte,</li><li>- moins 50 % en alerte renforcée,</li><li>- arrêt en crise</li></ul> Sauf si exemption (dont plan de sobriété hydrique) : à démontrer et à justifier  AM du 30 juin 2023 (si exemption des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre): Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>– vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;</li><li>– alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;</li><li>– alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;</li><li>– crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre "sécheresse" applicable pour le département de la Loire. A la date de la visite objet du présent rapport, la zone hydrographique Loire-Amont dans laquelle se trouve le site est placée en situation d'alerte (arrêté préfectoral du 31 juillet 2023). Le reste du département reste en vigilance.  Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (- 25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 22/03/2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum". Il s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).
<b>Observations :</b> Conforme L'exploitant a présenté un PSH le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées.</p> <p>Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</p> <p>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m<sup>3</sup>/an et consommation totale inférieure à 7000m<sup>3</sup>/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m<sup>3</sup>/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</p> <p>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse <a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</a></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum" et s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a été en capacité de présenter le PSH prévu. Les échanges tenus au cours de la visite ont permis de collecter les informations suivantes :</p> <p>I - Diagnostic des consommations :</p> <p>L'exploitant a la maîtrise de l'origine des approvisionnements en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pompage dans la Loire ( eau de surface)</li> <li>- Réseau d'eau public ( AEP).</li> </ul> <p>Un Synoptique de la répartition des prélèvements en eau dans les différents ateliers a été présenté.</p> <p>Le réseau AEP alimente le process (pour l'appoint sur le circuit primaire des compresseurs, le refroidissement des ciseaux de coupe, et le traitement à froid) ainsi que les eaux sanitaires du site. L'eau prélevée dans la Loire alimente une piscine de 1200 m<sup>3</sup>. Cette piscine alimente le château d'eau et la fosse musée, le réseau incendie en cas d'incident ( RIA, ..), les TAR, ...</p> <p>Ces eaux sont prélevées à 1,2 km du site.</p> <p>Une STEP est présente sur le site et permet le recyclage de l'eau industrielle (eaux des racleurs et des eaux des goulottes).</p> <p>L'exploitant relève le compteur d'entrée des eaux de surface quotidiennement et le compteur d'alimentation en eau potable mensuellement. L' arrêté préfectoral qui régit le site prévoit un relevé mensuel (voir constat 4).</p> <p>La répartition chiffrée sur chaque activité (TAR, Local osmoseur, RIA, ...) est évaluée par des</p>

compteurs intermédiaires.

Au niveau des rejets , ils sont de plusieurs types :

- rejets d'eau pluviales, passant ou non par un séparateur,
- rejets de la STEP, trop plein ou eaux traitées,
- rejets dans le réseau eau usées communales.

#### II - Indicateurs de production/MTD :

Les activités relèvent du Bref verrier GLS. Un travail d'analyse avec le Bref existant et les Brefs transversaux est toutefois à conduire pour comparer la situation de l'entreprise aux meilleures techniques disponibles en matière d'économies d'eau.

Si aucun indicateur n'est présenté dans les Brefs, l'exploitant pourra utiliser l'indicateur «volume d'eau utilisé en fonction de la tonne de verre fondu» ou, à défaut, «volume d'eau utilisé en fonction du chiffre d'affaire» pour démontrer la réduction opérée sur les consommations.

#### III - Recensement des actions de réductions :

Déjà réalisées :

- remplacement des TAR 27 et 37 par des tour adiabatiques.

En cours de réalisation :

- recherche de fuite sur le réseau,
- pilotage du remplissage de la piscine en fonction des besoins (mise en oeuvre avant le 31/12/2023).

Pour les années futures :

- remplacement des TAR restantes par des tours adiabatiques,
- digitalisation du relevés et suivi des compteurs,
- modification des réseaux pour introduire l'eau en sortie de STEP dans le circuit d'eau industrielle.

#### Observations :

Le PSH devra être complété et argumenté de la façon la plus exhaustive possible, et devra dans tous les cas contenir les éléments correspondants aux "minimums requis" tel que cela est mentionné dans la présentation disponible sur le site internet de la DREAL ([https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/202303-contenu\\_psh.pdf](https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/202303-contenu_psh.pdf)).

Les pistes retenues sont :

- compléter l'onglet 2 pour une comparaison aux MTD, notamment celles issues des BREFS transversaux,
- faire également une comparaison avec les autres usines du groupe et faire un retour à l'inspection .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'exploitant a été en capacité de présenter un plan des réseaux du process à jour (distribution dans les ateliers) avec les ressources de ces prélèvements (AEP ou eaux souterraines).
<b>Observations :</b> Le synoptique peut être améliorer : <ul style="list-style-type: none"><li>- en présentant le positionnement des compteurs intermédiaires,</li><li>- en faisant apparaître les cycles de recyclage,</li><li>- en indiquant les rejets.</li></ul> Un synoptique modifié a déjà été envoyé à l'inspection suite aux conclusions de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des Approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Réseau public : 8 000 m <sup>3</sup> Pompage dans la Loire : 90 000 m <sup>3</sup> avec débit max 330m <sup>3</sup> /j et débit moyen 280 m <sup>3</sup> /j
<b>Constats :</b> Les volumes déclarés au titre de l'année 2022 sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable (donnée Gerep) : 5712 m<sup>3</sup>;</li><li>- prélèvement sur le réseau d'eaux souterraines (donnée Gerep) : 65973 m<sup>3</sup>;</li></ul> Total : 71685 m <sup>3</sup>
<b>Observations :</b> Conforme à l'arrêté préfectoral qui réglemente le site .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure débit prélevé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application du décret du 24 septembre 1992 susvisé. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application du décret du 29 avril 1994 susvisé. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Ces niveaux de prélèvement (y compris les quantités maximales mentionnées au deuxième alinéa du présent article) doivent prendre en compte, en cas d'incident exceptionnel, les quantités minimales nécessaires à la mise en sécurité des équipements de production jusqu'à leur arrêt si nécessaire, en définissant la procédure de mise en sécurité et de maintien de l'outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements sur 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le réseau AEP : 2383 m3</li> <li>- dans l'eau de la Loire : 66136m3</li> </ul> <p>En ce qui concerne le volume de référence , l'exploitant a conduit la réflexion suivante :</p> <p>Moyenne journalière du volume d'eau prélevé en 2022 : <math>(66136+2383)/365 = 188 \text{ m}^3/\text{j}</math></p> <p>Moyenne journalière du volume d'eau prélevé pour le trimestre 3 de l'année 2022 : <b>213 m3/j</b></p> <p>Volume d'eau nécessaire à la sécurité de l'installation industrielle ( 2 fours) : eau alimentant les TAR soit <b>107 m3/j</b></p> <p>Volume rejeté en sortie de STEP : 25476 m3/ an soit <b>70 m3/j</b></p> <p>Ce volume rejeté est soustrait au volume prélevé car le milieu de prélèvement ( la Loire) correspondet au milieu du rejet ( Ruisseau "la Sonde" puis la Coise puis le fleuve Loire) .</p> <p><b>Volume journalier de référence : <math>213 - 107 - 70 = 36 \text{ m}^3/\text{j}</math></b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le volume journalier de référence a été calculé par l'exploitant. Il a aussi démontré que 3 boucles de refroidissement en circuit fermé étaient en place sur le site. Les pompes de recirculation fonctionnent 24h/24 et 7j/7.</p> <p>En prenant les débits de chaque pompe, le volume d'eau recyclée est estimé à 683 280 m3/ an.</p> <p>La conclusion de l'exploitant dans son PSH est : L'usine réutilise environ 10 fois plus d'eau qu'elle n'en consomme via les boucles de refroidissement four 3 et four 4 ainsi que la boucle de recirculation de la STEP.</p>



<p>En 2022, l'usine a consommé 71629 m<sup>3</sup> et a réutilisé 683280 m<sup>3</sup></p> <p>Selon l'article 3-3° de l'arrêté ministériel du 30/06/2023, l'exploitant ayant démontré qu'il utilise plus de 20% d'eau en circuit fermé, il est exempté des dispositions de l'article 2 du même arrêté concernant les pourcentage de réduction des volumes d'eau utilisé en fonction de la période de sécheresse considérée ( 5, 10 ou 25 %).</p> <p>L'exploitant devra s'assurer de la concordance des chiffres utilisés pour le calcul du volume de référence et les données saisies sur GEREPE ; Il y a quelques m3 de différence mais sans incidence sur les conclusions .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAUX SOUTERRAINES : mesures des débits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/jour, hebdomadairement si le débit est inférieur à 100 m3/jour. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les volumes d'eau prélevés dans la Loire sont suivis quotidiennement.</p> <p>Les volumes d'eau issus du réseau public sont relevés mensuellement.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Conforme à l'arrêté préfectoral qui régit le site et à l'article 22 de l'Arrêté ministériel verrier du 12 mars 2003.</p> <p>Toutefois, un relevé des compteurs à une fréquence plus élevée permet de détecter rapidement les fuites sur les réseaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure débit prélevé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a comme objectif de faire un suivi des consommations d'eau en temps réel par un relevé automatisé et relié à un système de supervision.
<b>Observations :</b> L'exploitant enverra son échéancier pour l'automatisation du relevé des compteurs. Délai d'envoi de l'échéancier : 30/09/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/03/2015, article 5.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJETS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point de rejet 1 : sortie de station de traitement des effluents : 160 m3/j ruisseau la Sonde Points de rejet 3 à 8 eaux pluviales - pas débit journalier –traitement deshuileur avant rejet dans la sonde Points de rejet 9 à 11 : eaux sanitaires - dans le réseau communal Point de rejet 2 : eaux calcins - absence de débit journalier rejet dans la Sonde
<b>Constats :</b> L'exploitant a envoyé un plan des différents rejets.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet